



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : unsen@cgteduc.fr - Site : www.cgteduc.fr

Évolution de la co-intervention et philosophie en LP : Derrière les effets de communication de Banquer : le démantèlement de la voie pro continue.

Alors que la réforme de la voie pro arrive tout juste dans sa dernière phase d'entrée en vigueur, le ministère envisage déjà une modification de la grille horaire des Bac Pro pour la rentrée prochaine.

Un projet d'arrêté avec un nouvel aménagement de la grille horaire de la classe de terminale prévoit en effet la disparition du fléchage de la co-intervention entre l'enseignement professionnel et le Français ou les Math-sciences. Parmi les options proposées et laissées à la main des établissements, il y a 4 choix possibles, parmi lesquels le maintien de l'existant, la co-intervention avec d'autres disciplines de l'enseignement général, l'introduction de la philosophie, sous forme d'atelier ou encore le renforcement de l'aide personnalisée pour préparer les élèves à aborder leur poursuite d'études. Ces aménagements vont mettre en concurrence les disciplines.

Cette modification confirme les analyses de la CGT, les dispositifs imposés par le Ministre (co-intervention et chef d'œuvre) sont des échecs. Les mesures prises en 2018 ne permettent pas de préparer correctement les élèves au métier choisi ou à la poursuite d'études.

Dès 2018, la CGT Éduc'action avait dénoncé les nouvelles dispositions que sont le chef-d'œuvre, la co-intervention et l'aide personnalisée qui amputaient considérablement les heures disciplinaires et favorisaient une vision purement utilitariste des enseignements de la voie pro et tout en accentuant l'individualisation des parcours des élèves.

Depuis des années, la CGT Éduc'action revendique l'introduction de l'enseignement de la philosophie pour les lycéen·nes de la voie pro. Elles /ils doivent bénéficier d'un accès à une culture de haut niveau et de la même formation humaniste et citoyenne due à tout·es lycéen·nes.

Or les conditions créées par le ministère avec ce projet ne sont pas à la hauteur de cette revendication et ne constituent finalement qu'un effet de manche qui permettra, une fois de plus, de faire baisser les heures d'enseignement disciplinaire dans le cadre de programmes qui manquent cruellement d'ambition pour un ministre qui prétend faire de la voie pro une voie d'excellence. C'est aussi une nouvelle dérèglementation qui s'annonce et un pas de plus vers l'autonomie des établissements.

Alors que dans le contexte de l'épidémie de COVID-19 dont nous peinons à sortir, avec la crise économique que nous vivons, chacun s'accorde à dire que l'enjeu de la qualification est essentiel et nécessite de réels moyens pour son élévation, ces mesures fragilisent une fois de plus la formation professionnelle initiale sous statut scolaire.

Alors que des milliards sont dégagés pour la promotion de l'apprentissage, la voie professionnelle scolaire se contente de miettes et d'effets d'annonces ! Pour ne pas sacrifier davantage tout un pan de notre jeunesse, il est plus que temps de réagir :

La CGT Éduc'action exige un véritable plan d'urgence pour la voie pro pour en faire une véritable voie pour la réussite de tous les élèves qui sont des citoyen·nes et de futurs salarié·es.

Au-delà de l'opération de communication du ministre, la CGT Éduc'action s'oppose toujours à la transformation de la voie professionnelle que nous impose JM Blanquer et elle appelle les personnels à se mobiliser le 26 janvier.

Montreuil, le 12 janvier 2021